

Agence France Presse - 7 Février 2008

Les taxi et la Commission Attali

Copé: les taxis, "exemple type de proposition traitée à la va-vite"

PARIS, 7 fév 2008 (AFP) - Le patron des députés UMP, Jean-François Copé, a estimé jeudi que la réforme de la profession de taxi "est l'exemple type de proposition, sur un thème important, qui a été traitée à la va-vite par le rapport Attali".

"C'est une des faiblesse de ce rapport : commencer par annoncer qu'on va mettre la tête des gens au bout des piques, c'est normal que ça braque", a déclaré M. Copé sur la radio BFM, au lendemain des manifestations de taxis contre la réforme de leur profession.

On commence par dire "on va tout changer sans même en discuter avec les intéressés, ce qui fait que les intéressés eux-mêmes sont paniqués (...). C'est normal, c'est humain", a-t-il poursuivi.

Selon lui, "c'est l'exemple type de propositions sur un thème important qui a été traité à la va-vite par le rapport Attali".

Il y a dans ce rapport "énormément de propositions qui sont excellentes pour libéraliser le pays" mais on ne peut pas dire "c'est tout ou rien", alors qu'il y a aussi des "propositions inacceptables" comme la mise sous condition de ressources des allocations familiales, a-t-il dit. M. Copé a reproché plus largement à ce rapport de ne "pas assez prendre en compte l'aménagement du territoire" et d'être "trop parisien".

Maintenant, "il faut positiver", a affirmé le député de Seine-et-Marne en rappelant qu'il avait "lancé" jeudi un groupe de travail où les députés UMP, partant du rapport Attali, feront leurs propres propositions.

Taxis: Sarkozy veut discuter autour des propositions Attali et de la profession

PARIS, 7 fév 2008 (AFP) - Le président Nicolas Sarkozy a affirmé jeudi aux représentants des chauffeurs de taxis qu'il entendait "conduire rapidement" la réforme de leur profession, sur la base de leurs propositions et de celles du rapport Attali, selon l'Elysée. M. Sarkozy a "confirmé sa volonté de conduire rapidement cette réforme, dont il attend plus d'activités, plus d'emplois, et un meilleur service pour les usagers", a affirmé le porte-parole de la présidence, David Martinon, dans un communiqué, publié à l'issue de son entretien avec les taxis.

Le chef de l'Etat "a souhaité que toutes les questions soient mises sur la table, la discussion portant sur les propositions formulées par la commission pour la libération de la croissance (dirigée par Jacques Attali), et sur les propositions de la profession", a

ajouté M. Martinon.

"Ce n'est pas sur la base du rapport Attali qu'on va travailler", a pour sa part affirmé à la presse Alain Estival, président de la Fédération nationale des artisans taxis (FNAT). Selon lui, les mots "rapport Attali" n'ont "pas été prononcés" au cours de l'entretien avec le président.

Taxis: Sarkozy veut discuter autour des propositions Attali et de la profession

PARIS, 7 fév 2008 (AFP) - Le président Nicolas Sarkozy a affirmé jeudi aux représentants des chauffeurs de taxis qu'il entendait "conduire rapidement" la réforme de leur profession, sur la base de leurs propositions et de celles du rapport Attali, selon l'Elysée.

M. Sarkozy a "confirmé sa volonté de conduire rapidement cette réforme, dont il attend plus d'activités, plus d'emplois, et un meilleur service pour les usagers", a affirmé le porte-parole de la présidence, David Martinon, dans un communiqué, publié à l'issue de son entretien avec les taxis. "Il ne s'agit pas de déréglementer la profession, mais de moderniser une réglementation qui ne donne plus satisfaction", a ajouté M. Martinon

Le chef de l'Etat "a souhaité que toutes les questions soient mises sur la table, la discussion portant sur les propositions formulées par la commission pour la libération de la croissance (dirigée par Jacques Attali), et sur les propositions de la profession", a-t-il poursuivi. "Ce n'est pas sur la base du rapport Attali qu'on va travailler", a pour sa part affirmé à la presse Alain Estival, président de la Fédération nationale des artisans taxis (FNAT). Selon lui, les mots "rapport Attali" n'ont "pas été prononcés" au cours de l'entretien avec le président. Il a qualifié ce rapport de "rapport guignol".

"Aujourd'hui, le président de la République siffle la fin de la récréation (...) Il nous a dit +les taxis ne seront pas spoliés mais il faut se réformer+", a ajouté le patron de la FNAT. Mercredi, M. Estival avait déclaré, après avoir été reçu à Matignon, que "le conflit (était) terminé" et que "le gouvernement ne reprendra(it) pas les propositions Attali sur les taxis". Le Premier ministre François Fillon avait ensuite indiqué dans un communiqué qu'il entendait "donner toute sa place à la concertation", sans évoquer le rapport Attali. Selon M. Martinon, "une nouvelle réunion de travail aura lieu sous deux mois afin d'arrêter définitivement les modalités de la réforme attendue". Le président "rendra visite aux chauffeurs de taxis sur le terrain", a également indiqué le porte-parole.

Parmi ses 316 propositions pour "libérer la croissance", la commission Attali a notamment recommandé d'"augmenter le nombre de taxis" et préconisé d'attribuer des licences gratuites aux demandeurs inscrits à la fin 2007, alors que le nombre de licences est actuellement encadré. Pour dénoncer la "déréglementation" proposée par ce rapport, publié le 23 janvier, les chauffeurs de taxis ont mené deux journées de protestation.

pa-npk/swi/sh

Objet : Le rapport Attali, honni des taxis, chahuté avant les municipales (PAPIER D'ANGLE) - 07/02/2008 17h18 - AFP

PARIS, 7 fév 2008 (AFP) - Moins d'un mois après sa publication, le rapport de la Commission Attali, déjà fustigé par nombre de députés UMP à l'approche des élections municipales, connaît un premier revers significatif avec les atermoiements du gouvernement face à la grogne des chauffeurs de taxi.

Lors de la remise du rapport le 23 janvier, Nicolas Sarkozy avait affirmé adhérer à l'essentiel des propositions de cette Commission et semblé soutenir celle concernant une libéralisation des taxis. "Paris est quand même la seule ville au monde où on a du mal à trouver un taxi", avait-il observé.

Depuis, face à la grogne de la profession qui a, à deux reprises, organisé des manifestations dans toute la France et à l'approche des élections municipales, le gouvernement semble hésiter.

Jeudi, Nicolas Sarkozy, tout en souhaitant réformer la profession, n'a pas explicitement défendu les propositions de l'ancien sherpa de François Mitterrand sur cette question.

Dès mercredi, le Premier ministre François Fillon, sans jamais évoquer le rapport Attali, avait appelé à la concertation "sans mettre en péril l'équilibre économique de l'activité des taxis".

Des propos qui équivalent à un enterrement de cette partie du rapport, pour la Fédération nationale des artisans taxis (FNAT). "Le conflit est terminé. Le gouvernement ne reprendra pas les propositions Attali sur les taxis", s'est félicité son président, Alain Estival, parlant de "rapport guignol".

Du côté de la Commission, on veut rester confiant.

"La mise en application du rapport n'est pas compromise, le président Sarkozy semble déterminé à agir", a affirmé à l'AFP une source proche de la Commission, soulignant que les mesures sur les taxis ne représentaient qu'une partie infime des propositions Attali. Elle minimise les virulentes critiques émises par certains députés UMP, dont leur chef de file Jean-François Copé qui a estimé jeudi que la Commission avait travaillé "à la va-vite" et sans concertation suffisante.

"Nous avons rencontré des centaines de personnes", a rappelé la source, estimant que pour M. Copé "seul un petit nombre de points proposés ne sont pas réalisables".

Toutefois, "il est dommage que ce rapport ait été rendu juste avant les élections municipales, en pleine bataille politique", a-t-elle déploré. "M. Attali avait proposé de le rendre au mois d'avril et je pense que cela aurait été beaucoup plus simple".

Jacques Delpla, l'un des membres de la Commission, a dénoncé de son côté "la peur face aux lobbies".

"Je ne suis pas si étonné (de l'attitude du gouvernement ndr); cela fait des années que dès que l'on touche à un sujet les gens hurlent. En France, on ne prend pas en compte l'intérêt général", a-t-il estimé.

"Si le gouvernement a des meilleures réformes que celles que l'on a proposé, pourquoi pas, mais si ça veut dire que c'est la fin des réformes en France c'est beaucoup plus problématique", a-t-il ajouté.

Soucieux que l'équilibre général du rapport soit respecté, M. Attali avait affirmé à plusieurs reprises que ses propositions n'auraient d'effet que si elles étaient toutes appliquées.

"La seule chose que l'on peut faire avec lui (le rapport ndr), c'est le mettre en oeuvre ou le mettre au placard", avait-il lancé le 23 janvier.

Des propos nuancés par certains membres de la Commission, au lendemain de la démonstration de force des taxis.

"Tout prendre en bloc, cela veut simplement dire qu'il faut mener plusieurs chantiers de front", selon M. Delpla.